



NOS SALAIRES D'ABORD !

Les négociations annuelles obligatoires (NAO) ont débuté mercredi dernier, le 23 juin. Ces négociations portent, entre autres choses, sur les salaires.

Au 30 avril 2021, l'état des rémunérations mensuelles (BBS : Brut du Bulletin de Salaire + PV : Primes Variables) était le suivant :

	H			F			Total		
	Effectif	Moyenne BBS+PV	Médiane BBS+PV	Effectif	Moyenne BBS+PV	Médiane BBS+PV	Effectif	Moyenne BBS+PV	Médiane BBS+PV
ETAMs	390	2 165	2 155	166	2 189	2 156	556	2 172	2 155
Cadres	6648	3 863	3 458	3 023	3 703	3 481	9 671	3 813	3 463
Total	7038	3 769	3 429	3 189	3 624	3 435	10 227	3 724	3 430

... Sauf que la majorité d'entre nous gagne bien moins que le salaire moyen. Et ce ne sont pas les maigres augmentations de salaire que nous connaissons tous les ans qui vont nous en rapprocher.

La politique salariale de CGI, comme l'explique doctement la direction de FGDC, repose sur un des piliers de l'entreprise : la solidité financière. **Une manière de dire que les intérêts des actionnaires passent quoi qu'il arrive avant les augmentations de salaire.** Les chiffres fournis par la direction en vue des négociations confirment que nous n'avons rien à attendre d'elle, et que l'austérité va se poursuivre.

Ainsi, en 2021, la moyenne des augmentations individuelles de salaires a été de **1,06 % seulement**. Seulement 45 % d'entre nous ont été augmenté.e.s, et 36 % des augmenté.e.s ont été promu.e.s.

Si nous voulons voir nos salaires et nos conditions de vie s'améliorer, **nous ne pouvons compter que sur nos propres actions collectives**. La direction, année après année, nous laisse espérer dans les EADs. Mais s'en remettre aux augmentations individuelles, c'est accepter de n'être augmenté.e qu'une année sur deux, en moyenne, comme c'est accepter que la direction décide de tout. Individuellement, nous ne sommes pas à égalité avec les dirigeants. D'ailleurs, de leur côté, ils se réunissent et décident ensemble de qui sera augmenté et de combien. Nous devons faire pareil, nous réunir et décider collectivement des moyens que nous devons nous donner pour obtenir les augmentations nécessaires à notre qualité de vie.

Bien des collègues quittent CGI dans la période, et la première raison de leur départ est l'opportunité de trouver un salaire nettement supérieur dans une boîte concurrente. De nombreuses personnes expliquent qu'elles se voient proposer des salaires entre 7 000 et 12 000€ supérieurs à ce qu'elles touchent à CGI. **L'entreprise aurait largement les moyens de nous octroyer les mêmes salaires.** En pleine pandémie, CGI a par ailleurs procédé à un rachat d'actions de plus de 700 millions d'euros, dont la plus grande part sert à rémunérer... les actionnaires !

Qu'est-ce qui justifie que des actionnaires continuent de s'enrichir, alors que nos salaires sont désespérément bloqués et que la charge de travail augmente ? Notre travail n'est-il destiné qu'à permettre à Godin d'accumuler des millions (9,5 à lui tout seul) de plus tous les ans ?

La direction nous a demandé encore plus d'efforts au nom de la crise sanitaire, **mais quels efforts ont fourni les actionnaires ?**

Nous n'avons aucune raison de voir nos salaires rester à la traîne.

Nous n'avons aucune raison de voir le fruit de notre travail accaparé par une poignée d'actionnaires.

Les bénéfices de CGI en 2020 se sont élevés à 100 millions d'euros en France. Cela représente 10 000 € par salarié.e par an, soit 833 € par salarié.e et par mois ! **Il y a là largement de quoi revaloriser les salaires.**

Nos dirigeants n'envisagent pas d'augmentations collectives. Ils défendront toujours l'idée des augmentations individuelles, et nous renverrons sans cesse à notre mérite. Ce n'est qu'une manière de nous diviser. La boîte a besoin de tout le monde pour tourner. Les bénéfices engrangés, qui font la fortune de Godin, sont le fruit de notre travail à tous !

Eh bien ce fruit doit nous revenir. Nous entendons à longueur de temps que ce sont les patrons qui prennent des risques et que c'est normal qu'ils soient les mieux « servis ». **Mais quels risques ont-ils pris pendant la pandémie ?** Ils ont licencié (rupture conventionnelle collective), nous ont volé des jours de RTT et de congés payés, ont augmenté la charge de travail en se servant - notamment - du télétravail, ont usé du chômage partiel et touché des aides de l'État (28 millions entre le chômage partiel, le CICE et le CIR)... Les risques, c'est nous qui les avons pris, alors il est normal et juste que nous prenions aussi les bénéfices.

Si nous voulons avoir des augmentations de salaire dignes de ce nom, nous devons nous unir pour les imposer à la direction. Nous n'aurons pas le choix. Et nous en avons la force collective : **sans notre travail, il n'y a pas de bénéfices.**

Enfin, les prix ne cessent d'augmenter. Nos factures énergétiques vont exploser avec l'augmentation de 10 % du gaz, et celle de l'électricité devrait suivre la même pente. Chaque année, la politique salariale de CGI nous appauvrit. Si nous ne voulons pas voir nos conditions de vie se dégrader, nous devons imposer collectivement les augmentations de salaire que nous voulons.

Alors pour ce qui est des bénéfices : c'est nous d'abord !

Et ce dont nous avons besoin, c'est 350€ net d'augmentation par mois !